



Envoyé en préfecture le 02/10/2019

Reçu en préfecture le 02/10/2019

Affiché le 01/10/2019 SLO

ID : 050-200067205-20191002-DEL2019\_102-DE

## SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2019

Date d'envoi de la convocation : 18 septembre 2019

Nombre de membres : 221  
Nombre de présents : 167  
Nombre de votants : 188  
(à l'ouverture de la séance)

**Secrétaire de séance : Pascal ROUSSEL**

L'an deux mille dix-neuf, le **Mardi 24 Septembre**, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Cotentin, dûment convoqué, s'est réuni au complexe sportif Marcel Lechanoine de Valognes à **18 h 00** sous la présidence de Jean-Louis VALENTIN, président.

### **Etaient présents :**

ADE André, AMIOT Sylvie, AMIOT André, ARLIX Jean, ARRIVÉ Benoît, ASSELINE Yves, BARBÉ Stéphane, BARBEY Hubert, BAUDIN Philippe, BELHOMME Jérôme, BERTEAUX Jean-Pierre, BESUELLE Régine, BOUILLON Jean-Michel, BRIENS Eric, BROQUAIRE Guy, BURNOUF Elisabeth, BUTTET Guy, CAPELLE Jacques, ANNE Jean-Pierre suppléant de CASTELEIN Christèle, CATHERINE Arnaud, CATHERINE Christian, CAUVIN Bernard, CHARDOT Jean-Pierre, CHEVEREAU Gérard, COLLAS Hubert, COQUELIN Jacques, CROIZER Alain, D'AIGREMONT Jean-Marie, DELAPLACE Henri, DELAUNAY Sylvie, DELESTRE Richard (jusqu'à son départ à 21h22), DENIAUX Johan, DENIS Daniel, DESTRES Henri, DIESNY Joël, DUBOST Michel, DUCHEMIN Maurice, DUCOURET Chantal, DUFOUR Luc, DUPONT Claude, FAGNEN Sébastien, FAUCHON Patrick (jusqu'à son départ à 20h52), FAUDEMÉR Christian, FEUARDANT Marc, FEUILLY Emile, FEUILLY Hervé, FONTAINE Hervé, FRANCOISE Bruno, GANCEL Daniel, GAUCHET Marc, GIOT-LEPOITTEVIN Jacqueline, GODAN Dominique, GODIN Guylaine, GOLSE Anne-Marie, GOMERIEL Patrice, GOSELIN Bernard, GOSELIN-FLEURY Geneviève, GOSSWILLER Carole, GOUREMAN Paul (jusqu'à son départ à 20h40), GROULT André, GRUNEWALD Martine, GUERIN Alain, HAIZE Marie-Josèphe, HAMEL Bernard, HAMELIN Jacques, HAMELIN Jean, HAMON Myriam, HARDY René, HAYE Laurent, HEBERT Dominique, GIROUX Bernard suppléant de HENRY Yves, CATELAIN Pierre suppléant de HOULLEGATTE Valérie, HUBERT Christiane (jusqu'à son départ à 20h55), HUBERT Jacqueline, HUET Catherine, JOLY Jean-Marc, JOUAUX Joël, JOURDAIN Patrick, LAFOSSE Michel, LAHAYE Germaine, LAINÉ Sylvie, LAMORT Philippe, LACOUR Sylvain suppléant de LAMOTTE Jean-François, LAMOTTE Noël (jusqu'à son départ à 21h12), LATROUITE Serge, LAUNOY Claudie, LE BEL Didier, LE BRUN Bernadette, LE DANOIS Francis, LE MONNYER Florence (jusqu'à son départ à 22h08), LEBARON Bernard, LEBONNOIS Marie-Françoise, LEBRETON Robert, LEBRUMAN Pascal, LECHEVALIER Guy, LECOQ Jacques, LECOURT Marc, LECOUCVEY Jean-Paul, LEFAIX-VERON Odile, AUBERT Maurice suppléant de LEFAUCONNIER Jean, LEFEVRE Hubert, LEGER Bruno, LEGOUPIL Jean-Claude, LEJAMTEL Ralph (jusqu'à son départ à 21h22), LEMARÉCHAL Michel, LEMENUÉL Dominique, LEMOIGNE Jean-Paul, LEMONNIER Charles suppléant de LEMONNIER Hubert, HERVY Isabelle suppléante de LEMYRE Jean-Pierre, LEONARD Christine, LEMONNIER Thierry (jusqu'à son départ à 21h12), LEPETIT Jacques, LEPETIT Jean, LEPETIT Louissette, LEPOITTEVIN Gilbert, LEQUERTIER Joël, LEQUILBEC Frédéric (jusqu'à son départ à 21h31), LERENDU Patrick, LESEIGNEUR Hélène, LETERRIER Richard, LETRECHER Bernard, LINCHENEAU Jean-Marie (à partir de 20h40), MABIRE Caroline, MABIRE Edouard, MAGHE Jean-Michel, MAIGNAN Martial, MARGUERIE Jacques, MARGUERITTE David, MARIE Jacky, MARIVAUX Isabelle,

**Délibération n° DEL2019\_102**

Envoyé en préfecture le 02/10/2019

Reçu en préfecture le 02/10/2019

Affiché le

**SLO**

ID : 050-200067205-20191002-DEL2019\_102-DE

MARTIN Serge, MAUQUEST Jean-Pierre, MELLET Christophe, MELLET Daniel, MESNIL Pierre, MIGNOT Henri, MONHUREL Pascal, MOUCHEL Evelyne, MOUCHEL Jean-Marie, NICOLAÏ Michel, ONFROY Jacques, PARENT Gérard, PELLERIN Jean-Luc, PILLET Patrice, POISSON Nicolas, POTTIER Bernard, POUTAS Louis, PRIME Christian, REBOURS Sébastien, RENARD Jean-Marie, RODRIGUEZ Fabrice, ROUSVOAL Camille, ROUSSEAU Roger, ROUSSEL Pascal, ROUXEL André, SARCHET Jean-Baptiste, SCHMITT Gilles, SEBIRE Nelly, SOURISSE Claudine, TAVARD Agnès, TIFFREAU Danièle, TRAVERT Hélène, VALENTIN Jean-Louis, VARENNE Valérie (jusqu'à son départ à 21h22), VIGER Jacques, VILLETTE Gilbert, VILTARD Bruno (jusqu'à son départ à 21h12), VIVIER Nicolas (jusqu'à son départ à 22h08).

**Ont donné procurations :**

AMIOT Guy à DESTRES Henri, ANTOINE Joanna à HUBERT Jacqueline, BASTIAN Frédéric à CATHERINE Christian, BOURDON Cyril à FRANCOISE Bruno, BURNOUF Hervé à SOURISSE Claudine, CAUVIN Joseph à HAMELIN Jacques, DIGARD Antoine à MONHUREL Pascal, DRUEZ Yveline à BELHOMME Jérôme, GESNOUIN Marie-Claude à SEBIRE Nelly, GODEFROY Annick à TAVARD Agnès, HAMON-BARBE Françoise à MAGHE Jean-Michel, HUBERT Christiane à BESUELLE Régine (à partir de son départ à 20h55), LEMONNIER Thierry à LAMOTTE Noël (à partir de son départ à 21h12), LEQUILBEC Frédéric à HUET Catherine (à partir de son départ à 21h31), LE PETIT Philippe à D'AIGREMONT Jean-Marie, LERECULEY Daniel à GODIN Guylaine, LESENECHAL Guy à LEBRUMAN Pascal, LOUISET Michel à ROUXEL André, MARTIN Yvonne à PELLERIN Jean-Luc, PEYPE Gaëlle à BROQUAIRE Guy, PIQUOT Jean-Louis à VILLETTE Gilbert, REVERT Sandrine à ASSELINE Yves, THEVENY Marianne à HEBERT Dominique, TISON Franck à FAGNEN Sébastien, VILTARD Bruno à LEPETIT Jacques (à partir de son départ à 21h12)

**Excusés :**

ANNE Philippe, BALDACCI Nathalie, BAUDRY Jean-Marc, BELLIOU-DELACOUR Nicole, BESNARD Jean-Claude, BRECY Rolande, BROQUET Patrick, CAUVIN Jean-Louis, CHOLOT Guy, DESQUESNES Jean, FALAIZE Marie-Hélène, GILLES Geneviève, GIOT Gilbert, GOSSELIN Albert, GUERARD Jacqueline, HOULLEGATTE Jean-Michel, HUET Fabrice, JEANNE Dominique, JOZEAU-MARIGNE Muriel, LAGARDE Jean, LALOË Evelyne, LECHEVALIER Michel, LEFAUCONNIER François, LEFEVRE Noël, LEFRANC Bertrand, LEQUERTIER Colette, LEVAST Jean-Claude, MATELOT Jean-Louis, MAUGER Michel, PINABEL Alain, POIDEVIN Hugo, VIGNET Hubert

**Délibération n° DEL2019\_102**

**OBJET : Aides à l'immobilier d'entreprises et au foncier d'activité - Modification du règlement d'intervention communautaire**

**Exposé**

Le 28 septembre 2018, la Communauté d'agglomération du Cotentin a adopté son règlement d'intervention en matière d'aide à l'immobilier d'entreprise et au foncier d'activité.

Pour mémoire, en ce qui concerne le soutien aux investissements immobiliers des entreprises, la Communauté d'agglomération a délégué au Département de la Manche l'octroi des aides sur la partie « bâtiment ». La CAC intervient quant à elle directement sur la partie foncière par l'application de rabais sur les prix des terrains.

La présente délibération a pour objectif de compléter ce règlement par les modifications suivantes :

- La prise en considération des projets immobiliers issus du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire à dominante « insertion par l'emploi »,
- Les SCI (Sociétés Civiles Immobilières) sont éligibles, comme dans la première version du règlement, mais à la condition dorénavant qu'elles ne louent en aucun cas à un autre tiers que la société exploitante, tout ou partie du bâtiment, et qu'elles s'engagent à répercuter à l'entreprise exploitante l'aide octroyée sur les loyers, dans les conditions de marché,
- Une précision est apportée sur le fait que ne sont pas éligibles les entreprises en difficulté<sup>1</sup> ainsi que les activités soumises à des réglementations européennes spécifiques comme par exemple, la pêche ou encore, l'agriculture,
- Il est enfin proposé d'intervenir en faveur de la création d'entreprise. Jusqu'à présent, l'aide aux terrains d'activité était déclenchée, comme pour l'aide à l'immobilier d'ailleurs, à partir du moment où le porteur de projet s'engageait à créer 5 nouveaux emplois. L'aide serait désormais possible dans le cadre de projets où il y aurait création de l'entreprise exploitante de l'ensemble immobilier, à la date de signature de la convention d'aide au terrain d'activité même si celle-ci ne s'accompagne pas d'au moins 5 emplois nouveaux. Ceci constituant une orientation forte de la CAC de soutenir la création d'entreprise sur son territoire.

Il est à noter que le Département de la Manche intégrera dans ses modalités d'intervention ces mêmes nouveaux éléments à l'exception de l'intervention en faveur de la création d'entreprise.

---

<sup>1</sup> En référence aux lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté n°2014/C 249/01 du 31 juillet 2014

## Délibération

**Vu** le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), et notamment ses articles 107 et 108, entré en vigueur au 1er décembre 2009,

**Vu** les régimes cadres exemptés de notification N°SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) et N°SA 40453 relatif aux aides en faveur des PME adoptés sur la base du règlement d'exemption par catégorie N° 651/2014 de la Commission européenne publié au JOUE du 26 juin 2014,

**Vu** le règlement UE N°1407/2013 de la CE du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1511-3,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi NOTRe,

**Vu** la délibération du Conseil Départemental de la Manche en date du 8 décembre 2016 acceptant la délégation de compétence en matière d'immobilier d'entreprise,

**Vu** la délibération du Conseil communautaire du 27 septembre 2018 sur l'adoption de son règlement d'intervention en matière d'aides à l'immobilier d'entreprise et de foncier d'activité,

**Vu** l'avis favorable de la Inter-Commission Promotion et Attractivité et Développement des territoires,

**Vu** l'avis favorable de la Commission Aménagement de l'espace,

**Le conseil communautaire** a délibéré (Pour : 187 - Contre : 0 - Abstentions : 1) pour :

- **Adopter** le nouveau règlement d'intervention joint à la présente,
- **Autoriser** le Président, le Vice-président ou le Conseiller délégué à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **Dire** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Caen (Calvados) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- **Dire** que le Président et le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

LE PRESIDENT,

Jean-Louis VALENTIN



## **REGLEMENT D'INTERVENTION RELATIF AUX AIDES A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE ET AU FONCIER D'ACTIVITE**

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) clarifie les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques. Désormais, les aides à l'immobilier et au foncier d'entreprise relèvent des EPCI.

Par conséquent, la Communauté d'agglomération du Cotentin est seule compétente pour intervenir sur ces champs. Dans ce cadre, elle a élaboré son règlement d'intervention afin de disposer de modalités claires et précises lui permettant de soutenir des projets d'implantation ou de développement d'entreprises sur son territoire.

## 1- LE VOLET IMMOBILIER D'ENTREPRISE

En ce qui concerne le soutien aux investissements immobiliers des entreprises, la Communauté d'agglomération a délégué au **Département de la Manche** l'octroi des aides aux entreprises. Dans ce cadre, les modalités d'intervention du Département sont les suivantes :

### >Le périmètre d'intervention

Le périmètre d'application est limité aux zones d'activité communautaires. Néanmoins, hors zones d'activité communautaires, des projets spécifiques présentant un certain intérêt et/ou un caractère emblématique pour le territoire (important montant d'investissement, nombreuses créations d'emplois, rattachement à une filière, etc.) peuvent faire l'objet d'une intervention après étude de la demande.

### >Les bénéficiaires :

- Les TPE/PME<sup>1</sup> inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.
- Le cas échéant, les ETI<sup>2</sup> au sens communautaire du terme ayant un projet d'investissement immobilier sur le périmètre de la Communauté d'agglomération du Cotentin, justifiant d'un intérêt spécifique en termes d'aménagement global ou de filière emblématique du territoire.
- Les SCI (Sociétés Civiles Immobilières) sont exclues hormis celles qui sont détenues majoritairement par la société exploitante du bien immobilier.
- Les opérations en crédit-bail,
- Les opérations en portage immobilier (SEM ou société de portage) sont éligibles si les contrats incluent une clause de revente.

Les projets impliquant un investissement global de 10 millions d'euros et plus, et impliquant la création de 20 emplois et plus (ou le maintien de 50 emplois) et relevant d'un intérêt qui dépasse le cadre de ce présent règlement. Ces grands projets seront traités au cas par cas.

### >Les activités éligibles

- Industrie, services à l'industrie, et commerce de gros, artisanat de production.

### >Les investissements éligibles

- Pour les constructions neuves et extensions : tous les frais directement liés à l'opération de construction du bâtiment à l'exception de l'achat du terrain et des aménagements extérieurs (voiries, parkings, espaces verts, etc.)
- Pour une réhabilitation de friche industrielle : 60% du coût d'acquisition du bien, et tous les frais directement liés à l'opération de réhabilitation du bâtiment à l'exception des aménagements

<sup>1</sup> Entreprises présentant un effectif inférieur à 250 salariés et un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros

<sup>2</sup> Entreprises présentant un effectif compris entre 250 et 4 999 salariés et un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliard d'euros

extérieurs (voiries, parkings, espaces verts, etc.). Les travaux devront représenter au moins 50% de l'opération globale.

-Les structures relevant de l'Economie Sociale et Solidaire à dominante insertion par l'emploi

#### >Ne sont pas éligibles

- les entreprises en difficulté<sup>3</sup>
- les activités soumises à des réglementations européennes spécifiques comme par exemple, la pêche, l'agriculture, etc.

#### >Les conditions d'intervention

- Pour les TPE/PME : investissement plancher de 100 000 euros HT
- Pour les ETI : investissement plancher de 1,5 millions d'euros HT.

#### >Abondement régional

-Dans les cas des projets portés par les ETI et ceux supérieurs à 600 000 euros d'investissement, la Région sera sollicitée pour un co-financement dans la limite de 45% du montant de l'aide.

#### >Modalités d'intervention

L'aide aux entreprises pour leur investissement immobilier comprend deux volets.

Le premier est le volet majoritaire. Il consiste en un versement d'une avance remboursable.

Le second volet correspond quant à lui au versement d'une subvention et est conditionné à l'obtention préalable de l'avance remboursable.

#### A- Le volet avance remboursable

##### Présentation :

- forme : prêt à taux zéro sans garantie
- taux maximum d'intervention : 25 %
- montant maximum du prêt : 500 000 euros
- durée maximum de remboursement : 10 ans
- différé de recouvrement : 12 mois
- remboursement par trimestrialité.

#### >Conditions et contreparties :

La demande doit être effectuée **soit** par dépôt d'un dossier complet (business plan, présentation de l'entreprise, le montant de son capital et sa composition, son chiffre d'affaires, son effectif en CDI à

<sup>3</sup> en référence aux lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté n° 2014/C 249/01 du 31 juillet 2014.

la date de la demande, son activité et le code NAF correspondant, ainsi que le projet : ses objectifs, son planning, le plan de financement de l'opération, des devis de moins de 3 mois ou un chiffrage estimatif de l'opération projetée réalisé par un professionnel compétent, et des comptes d'exploitation prévisionnels à 3 ans), **soit** par l'envoi d'une lettre d'intention avant la première dépense effectuée dans le cadre de l'opération. Ce dépôt ou cette lettre d'intention déposée au Conseil Départemental de la Manche donnera lieu à un accusé de réception, attestant la date du début de programme sans pour autant préjuger de l'octroi final de l'aide.

Dans le cas de l'envoi d'une lettre d'intention, un dossier complet devra être déposé dans les 12 mois suivant la date d'envoi de l'accusé de réception par le service instructeur. Tout retard devra être communiqué et expliqué au service instructeur.

-l'entreprise s'engage à réaliser sous 3 ans son investissement immobilier à compter de la date de début de programme.

-l'entreprise s'engage à maintenir les emplois salariés existants et créés le cas échéant pendant 3 ans pour les PME, et 5 ans pour les grandes entreprises.

-justifier de la faisabilité financière du projet présenté par attestation de l'expert-comptable sur la base de prévisionnels financiers présentant notamment un plan de trésorerie de l'opération sur 5 ans.

-être à jour de ses obligations fiscales, sociales et environnementales.

## **B- Le volet subvention**

### Présentation :

-versement : 5 000 euros par emploi créé, pour un plan de 5 embauches minimum sur 24 mois à compter de la date de début de programme

-durée du versement : 24 mois à compter de la date de début de programme

-montant maximum : 100 000 euros

L'octroi de la subvention est effectué pour permettre un investissement immobilier. Il est conditionné à l'obtention préalable du volet « avance remboursable ».

### **>Conditions et contreparties :**

-en complément du dossier immobilier (cf. volet avance remboursable), un plan d'embauches à deux ans devra être présenté. L'entreprise devra fournir une attestation de l'URSAFF ou de l'expert-comptable certifiant l'effectif de l'entreprise au moment de la demande.

-le plan d'embauches doit prévoir la création d'au moins 5 emplois.

-les embauches devront être réalisées en CDI, supérieur ou égal à 80% d'un temps plein.

-les emplois créés devront être maintenus au moins 3 ans pour une TPE/PME et 5 ans pour les ETI.

-le paiement se fera à 50% à la signature de la convention, et le solde sur fourniture d'une attestation de l'URSAFF ou de l'expert-comptable certifiant le nouvel effectif de l'entreprise au plus tard au terme des 24 mois.

## 2- LE VOLET FONCIER D'ACTIVITE

### Présentation :

L'intervention de la Communauté d'agglomération du Cotentin prend la forme de rabais effectué sur la valeur vénale du terrain.

Suivant les zonages et les typologies d'entreprises, l'intervention communautaire est la suivante :

- **En zone d'aide à finalité régionale :**
  - o 25 à 30 % de rabais sur la valeur vénale du terrain pour les petites entreprises<sup>4</sup>
  - o 15 à 20 % pour les moyennes entreprises<sup>5</sup>
  - o 5 à 10 % pour les ETI<sup>6</sup> et les Grandes Entreprises<sup>7</sup>
  
- **en zone d'aide à l'investissement :**
  - o 15 à 20 % pour les petites entreprises
  - o 5 à 10 % pour les moyennes entreprises

Hors zone AFR, les ETI et les Grandes Entreprises sont potentiellement éligibles en application du règlement *de minimis*.

### >Le périmètre d'intervention

Le périmètre d'application est limité aux zones d'activité communautaires. Néanmoins, hors zones d'activité communautaires, des projets spécifiques présentant un certain intérêt et/ou un caractère emblématique pour le territoire (important montant d'investissement, nombreuses créations d'emplois, rattachement à une filière, etc.) peuvent faire l'objet d'une intervention après étude de la demande.

### >Les bénéficiaires

-Les TPE/PME inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

-Le cas échéant, les ETI au sens communautaire du terme ayant un projet d'investissement immobilier sur le périmètre de la Communauté d'agglomération du Cotentin, justifiant d'un intérêt spécifique en termes d'aménagement global ou de filière emblématique du territoire.

-Les Grandes Entreprises au sens communautaire du terme, en création ou existantes et justifiant d'une extension ou d'une diversification par des investissements initiaux en faveur d'une nouvelle activité économique entraînant un changement de code NACE. Néanmoins, les projets des Grandes Entreprises impliquant un investissement global de 10 millions d'euros et plus, la création de 20 emplois et plus (ou le maintien de 50 emplois) seront traités au cas par cas.

-Les SCI (Sociétés Civiles Immobilières) sont éligibles à la condition :

- qu'elles soient majoritairement détenues par la société exploitante du bien immobilier

<sup>4</sup> Entreprise présentant un effectif inférieur à 50 salariés et un chiffre d'affaires ou un total du bilan annuel n'excédant pas 50 millions d'euros

<sup>5</sup> Entreprises présentant un effectif inférieur à 250 salariés et un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros

<sup>6</sup> Entreprises présentant un effectif compris entre 250 et 4 999 salariés et un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliard d'euros

<sup>7</sup> Entreprise présentant un effectif d'au moins 5000 salariés et un chiffre d'affaires de 1,5 milliards d'euros et plus de 2 milliards d'euros de total de bilan

-qu'elles ne louent en aucun cas, à un autre tiers que la société exploitante, tout ou partie du bâtiment.

-qu'elles s'engagent à répercuter à l'entreprise exploitante l'aide octroyée sur les loyers et dans les conditions de marché

-Les structures relevant de l'Economie Sociale et Solidaire à dominante insertion par l'emploi

-Les opérations en crédit-bail qui consentent un crédit-bail immobilier soit directement à l'entreprise aidée, soit par l'intermédiaire d'une société de portage immobilier et qui répercutent l'aide à l'entreprise exploitante sous forme de minoration équivalente de loyer

-Les sociétés de portage immobilier et les Sociétés d'économie mixte qui construisent pour le compte de l'entreprise aidée et qui répercutent l'aide à l'entreprise aidée sous forme de minoration de loyer.

**>Les activités éligibles**

- Industrie, services à l'industrie, artisanat de production et commerce de gros.

**>Ne sont pas éligibles**

-les entreprises en difficulté<sup>8</sup>  
-les activités soumises à des réglementations européennes spécifiques comme par exemple, la pêche, l'agriculture, etc.

**>Les conditions d'intervention et contreparties**

-Acquérir un terrain situé **en zones d'activité communautaires** pour la réalisation d'un projet d'implantation d'un bâtiment à usage industriel, tertiaire ou artisanal (hors stockage ou hivernage)

-Avoir **une situation financière saine** et être à jour de ses obligations fiscales et sociales,

-Pour les TPE/PME et structures relevant de l'Economie Sociale et Solidaire : réaliser un **investissement minimum de 100 000 euros HT.**

-Pour les ETI : réaliser un **investissement plancher de 1,5 millions d'euros HT.**

-Avoir un plan d'embauches qui prévoit la **création d'au moins 5 emplois en CDI supérieur ou égal à 80% d'une Equivalent Temps Plein dans les 24 mois suivant le début du programme** (date du courrier de demande d'acquisition du terrain). Ces emplois créés devront être maintenus au moins 3 ans pour une TPE/PME et 5 ans pour une ETI ;

**OU avoir procédé à la création de l'entreprise exploitante de l'ensemble immobilier, à la date de signature de la convention d'aide au terrain d'activité**, ceci étant une orientation forte de la CAC de soutenir la création d'entreprise sur son territoire.

-Le plafond maximum de l'intervention communautaire est de **60 000 euros.**

-**Une majoration de 5 %** de l'aide est possible suivant un caractère environnemental marqué des projets (installation de panneaux photovoltaïques, d'éoliennes, etc.). Cette intervention supplémentaire sera laissée entièrement à la libre appréciation de la CAC.

<sup>8</sup> en référence aux lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté n° 2014/C 249/01 du 31 juillet 2014.

### >Procédure d'instruction

La demande de subvention doit être effectuée dans le cadre de la demande adressée par courrier, à M. Le Président de la Communauté d'agglomération du Cotentin, 8 rue des Vindits, Cherbourg-en-Cotentin.

Le dossier doit comporter les éléments suivants :

- Un courrier daté et signé sollicitant l'aide à l'investissement immobilier
- Une présentation de l'entreprise et de son activité (identité, historique, activité, perspectives d'évolution...), qui précisera notamment le code NAF de l'activité, et la taille de l'entreprise au regard de la définition européenne (petite, moyenne, intermédiaire ou grande entreprise)
- Un Kbis de moins de 3 mois
- Une déclaration sur l'honneur relative au statut de l'entreprise (avec la constitution/répartition du capital)
- Les bilans des 3 derniers exercices
- Un prévisionnel financier sur les 3 prochaines années (montrant l'impact du projet sur l'activité future de l'entreprise)
- Le nombre de salariés au moment de la demande avec attestation de l'URSAFF ou de l'expert-comptable certifiant l'effectif de l'entreprise
- Le plan de financement et le montant des aides sollicitées et/ou obtenues avec une déclaration sur l'honneur des aides perçues par l'entreprise dans le cadre de ce projet et au cours des 3 dernières années
- Les attestations bancaires portant sur les financements prévus
- Pour les projets portés par une SCI non patrimoniale: Kbis, statuts, répartition du capital social et projet de contrat de location
- Pour les entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, éléments portant sur la dépendance de l'entreprise par rapport au groupe, les chiffres d'affaires et les bilans des entreprises du groupe.
- L'engagement de l'entreprise à créer les emplois promis sur le Cotentin
- Une attestation sur l'honneur du dirigeant certifiant être en règle au niveau fiscal et social

Une fois que le dossier est complet, un accusé réception sera envoyé à l'entreprise **précisant la date de début de programme.**

La demande pourra alors faire l'objet d'une instruction et d'une présentation en Bureau Communautaire. Après un avis favorable, une convention sera établie et signée entre l'attributaire et l'établissement communautaire à laquelle seront annexées les pièces

Un accusé de réception de la demande d'aide sera émis par la CAC à la réception du courrier. Ce dernier ne préjuge en rien de la décision définitive d'attribution de l'aide qui relève de la compétence du Président de l'agglomération du Cotentin. L'attribution d'une aide n'est pas automatique.

L'aide apportée sera directement appliquée sur la valeur vénale du terrain à la signature de l'acte authentique.

Envoyé en préfecture le 02/10/2019  
Reçu en préfecture le 02/10/2019  
Affiché le   
ID : 050-200067205-20191002-DEL2019\_102-DE